**Dix-septième session du groupe de travail de l’Examen périodique universel**

**(21 octobre – 1er novembre 2013)**

**Malaisie**

**Intervention du Représentant Permanent de la France**

Genève, le jeudi 24 octobre 2013 (après-midi)

1 min 10s

Merci, Monsieur le Président.

La France salue la ratification par la Malaisie de la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées et le retrait de certaines réserves malaisiennes à la CEDAW.

La France souhaiterait faire les recommandations suivantes à la Malaisie :

1) Ratifier les conventions internationales suivantes : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention contre la torture, la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Statut de Rome et  la Convention relative au statut des réfugiés de 1951.

2) Instaurer un moratoire officiel sur les exécutions en vue d'abolir la peine de mort,  supprimer le caractère automatique de la peine de mort pour les transporteurs de drogue et commuer en peines d'emprisonnement toutes les peines capitales.

3) Garantir la non-discrimination entre les femmes et les hommes, dans la loi comme en pratique, et lever toutes les réserves de la Malaisie à la CEDAW.

4) Dépénaliser l’homosexualité et respecter les droits fondamentaux des personnes LGBT.

La France souhaiterait par ailleurs poser les deux questions suivantes :

5) L'amendement apporté ce mois-ci à la loi sur la prévention de la criminalité de 1959, qui vise à réintroduire la possibilité de détenir sans jugement certains suspects pendant deux ans, n’est- il pas contraire à la volonté exprimée par le Premier ministre de démanteler les dispositifs judiciaires portant atteinte aux libertés individuelles ?

6) Le Premier ministre a annoncé en juillet 2012 l’abrogation de la loi anti-sédition et son remplacement par une "loi sur l’harmonie nationale". Quel est le calendrier de mise en œuvre de cette réforme ?

Je vous remercie./.